

COMMUNIQUÉ

À la lumière des récentes déclarations politiques et médiatiques portant sur la question des libertés syndicales en Algérie, et face à l'exploitation sélective et opportuniste de la souffrance des travailleurs et des syndicalistes qui les a accompagnées, la Confédération syndicale des forces productives (COSYFOP) se voit contrainte d'intervenir afin de clarifier sa position devant l'opinion publique nationale et internationale.

Le présent communiqué s'inscrit dans un contexte marqué par une aggravation sans précédent de la répression antisyndicale, à un moment où l'exercice du droit syndical est devenu une chimère, tandis qu'émerge un discours politique dominant qui ne reflète ni la réalité du terrain ni l'ampleur réelle de la crise.

La Confédération syndicale des forces productives (COSYFOP) constate avec une vive inquiétude que le débat actuel sur les libertés syndicales se déroule en l'absence totale du mouvement syndical indépendant, soumis à une politique systématique de marginalisation et de soumission au pouvoir. Les syndicats indépendants sont privés de leur droit à l'organisation, leurs dirigeants sont licenciés, poursuivis, exilés ou emprisonnés, tandis que certaines violations ciblant des syndicalistes issus du syndicat de l'appareil (UGTA) sont instrumentalisées de manière flagrante pour régler des comptes politiques dans le cadre des luttes internes au pouvoir.

Ces dérives ont atteint un niveau particulièrement grave, au point que même le secrétaire général du syndicat de l'appareil (UGTA) se trouve dans l'incapacité d'exprimer librement ce qui se déroule au sein de sa propre organisation. Cette situation a conduit à une instrumentalisation politique de la souffrance des travailleurs et des syndicalistes à des fins purement politiques, constituant une déviation dangereuse et une pratique inacceptable tant sur le plan politique que syndical.

À cet égard, la COSYFOP rappelle que les violations antisyndicales actuelles en Algérie ne concernent pas un secteur spécifique et ne sauraient être réduites au seul secteur des transports. Il s'agit d'une attaque généralisée qui touche l'ensemble des secteurs et affecte les travailleurs et les syndicalistes sans aucune distinction.

Par ailleurs, la COSYFOP dénonce catégoriquement tous les discours et pratiques visant à justifier ou à glorifier le sabotage du droit de grève en le qualifiant d'« acte de citoyenneté », ainsi que l'utilisation de dirigeants syndicaux issus du syndicat de l'appareil (UGTA) pour s'opposer aux travailleurs exerçant leur droit légitime à la contestation et à la grève. De tels agissements constituent une atteinte directe à l'un des droits collectifs fondamentaux conquis par le mouvement ouvrier au prix de décennies de luttes.

Dans ce cadre, la Confédération syndicale des forces productives tient le ministère du Travail et les inspections du travail pleinement responsables, sur les plans juridique et politique, des violations actuelles, en tant qu'autorité exclusivement compétente pour la protection du droit syndical et pour la mise en œuvre effective des dispositions de la loi n° 23-02, notamment celles relatives à la protection syndicale et à la criminalisation des entraves à l'exercice du droit syndical, lesquelles continuent de se produire en toute impunité.

La persistance du blocage de ces mécanismes juridiques et l'abandon des syndicalistes sans protection effective traduisent une volonté officielle de réduire le droit syndical au silence et rendent tout discours politique sur les libertés syndicales totalement dénué de crédibilité.

En conséquence, la Confédération syndicale des forces productives appelle le Parti des travailleurs, ainsi que l'ensemble des formations politiques ayant abordé cette question, à assumer pleinement leurs responsabilités politiques et morales, à mettre fin à toute approche sélective dans la défense des syndicalistes, et à s'engager clairement en faveur de la défense de tous les travailleurs et syndicalistes, sans distinction entre les syndicalistes indépendants engagés dans la défense des droits humains et ceux soumis aux lignes rouges imposées par le pouvoir.

La Confédération appelle également à l'ouverture d'un dialogue national sérieux et équilibré sur la situation réelle des libertés syndicales, dialogue auquel doivent impérativement participer les syndicats indépendants arbitrairement marginalisés, au premier rang desquels la Confédération syndicale des forces productives et ses organisations membres.

Enfin, la Confédération réaffirme sa pleine disponibilité à coopérer avec toute force politique ou sociale sincère œuvrant réellement pour la restauration du droit à une organisation syndicale libre et pour la cessation des abus et des persécutions judiciaires visant les syndicalistes. La lutte syndicale en Algérie ne saurait être un dossier conjoncturel ni un instrument de conflits internes au pouvoir ; elle relève de droits fondamentaux et collectifs, touchant à la dignité des travailleurs et à leur droit légitime de défendre leurs intérêts, et ne saurait en aucun cas faire l'objet de manipulations ou d'instrumentalisations.

Alger le : 29/12/2025

Le Bureau national